

ACTUALITÉ

Page 2

■ En bref

Page 4

■ La semaine fiscale

Frédérique Perrotin

**Les enjeux de la fiscalité immobilière
vus par les investisseurs**

LIBRES PROPOS

Page 7

■ Procédure civile

Pierre-Louis Boyer

**Au-delà du réel : la réforme
de la procédure d'appel au prisme
de la dialectique institutionnelle**

CHRONIQUE

Page 10

■ Santé / Droit médical

Hélène Gaumont-Prat

**Droit des produits de santé :
actualités de l'année 2016
(Suite et fin)**

JURISPRUDENCE

Page 20

■ Personnes / Famille

Paul-Ludovic Niel et Marcie Morin

**La libéralité précipitaire dépassant
la quotité disponible ordinaire doit
être fixée à la fraction excessive
de la libéralité
(Cass. 1^{er} civ., 22 mars 2017)**

CULTURE

Page 23

■ Bibliophilie

Bertrand Galimard Flavigny

Pour une paix universelle

ACTUALITÉ

La semaine fiscale

Les enjeux de la fiscalité immobilière vus par les investisseurs ^{126j0}

Frédérique PERROTIN

Un baromètre de la fiscalité immobilière fait le point sur les perspectives en matière immobilière. 2017 apparaît comme une année d'incertitude fiscale.

La 5^e édition du baromètre d'Arsene Taxand, cabinet d'avocats français spécialisé en droit fiscal, dédié aux enjeux de la fiscalité immobilière, souligne que le contexte alliant période électorale et changement important de l'environnement fiscal français et international représente une source d'incertitude pour les acteurs du marché de l'immobilier. Ce baromètre est le fait d'une pluralité de professionnels de l'immobilier : acteurs de la promotion immobilière (10 %), fonds d'investissement (23 %), foncières (13 %), gestionnaires d'actifs (27 %). « Alors même que cette pluralité d'acteurs a des intérêts et des préoccupations professionnelles assez divergentes, on observe de vraies tendances de fond. C'est très précieux pour comprendre le ressenti du secteur dans son ensemble », observe Franck Llinas, associé au sein de la pratique immobilier d'Arsene Taxand.

■ Relations avec l'administration fiscale

Alors que plus de la moitié des sondés (57 %) déclare avoir fait l'objet d'un contrôle fiscal au cours de l'année 2016,

les résultats montrent que les relations avec l'administration fiscale se sont détériorées, avec notamment un recours aux pénalités plus fréquent qu'en 2014. Pour l'ensemble des acteurs interrogés, l'application des pénalités au cours de l'année 2016 a servi à la négociation globale des litiges. « Ce constat s'inscrit également dans un contexte global de détérioration des relations avec l'administration fiscale, comme le juge un quart des sondés », observe Franck Llinas. Deuxième enseignement, le faible recours aux procédures de rescrit fiscal ou d'agrément. « Cette année, seulement 4 % des interrogés déclarent avoir eu recours, au cours de l'année précédente, à la procédure de rescrit fiscal ou d'agrément. En 2015, ils étaient 31 %. Nous expliquons cette forte baisse à la fois du fait de l'incertitude sur la position de l'administration fiscale et à cause de l'augmentation des délais d'attente », observe Franck Llinas. Ces procédures qui consistent à consulter l'administration fiscale en amont sont notamment utilisées en matière de TVA.

Suite en p. 4

Édition quotidienne des Journaux Judiciaires Associés

petites-affiches.com

Petites **a**ffiches

annonces@petites-affiches.com
Tour Montparnasse 33, avenue du Maine - 75015 Paris
Tél. : 01 42 61 56 14

gazettedupalais.com

 Gazette du Palais

annonceslegales@gazette-du-palais.com
12, place Dauphine - 75001 Paris
Tél. : 01 44 32 01 50

le-quotidien-juridique.com

Le
Quotidien
Juridique

annonces@le-quotidien-juridique.com
12, rue de la Chaussée d'Antin - 75009 Paris
Tél. : 01 49 49 06 49

lalo.com

La Loi
ARCHIVES COMMERCIALES DE LA FRANCE

loiannonce@lalo.com
Tour Montparnasse 33, avenue du Maine - 75015 Paris
Tél. : 01 42 34 52 34